Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

# Fusion Vallis habitat/Grand Delta habitat : « C’est avant tout une décision politique »

**Alors que c’est demain que l’assemblée départementale se réunira en séance plénière pour délibérer sur la fusion de Vallis habitat et Grand Delta habitat, le sénateur socialiste de Vaucluse Lucien Stanzione rappelle qu’il reste indéfectiblement attaché à ce que le bailleur social du département reste un outil de la collectivité publique. Pour lui, ce rapprochement est davantage une volonté politique qu’une décision financière.**

***Lucien Stanzione, que pensez-vous du projet de fusion des bailleurs sociaux vauclusiens Vallis habitat et Grand Delta habitat dont la validation doit être votée ce vendredi 7 octobre en séance plénière du Conseil départemental de Vaucluse ?***
« Concernant la question du logement social, je connais un peu le sujet puisqu’il y a 10 ans j’ai été directeur de Mistral habitat avant que ce bailleur ne change de nom pour devenir Vallis habitat en septembre 2020. J’ai donc connu cette maison pendant plusieurs années et aujourd’hui, ce que je vois va au-delà de ce qui est entendable et faisable. »

***Comment cela ?***

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

« Mistral habitat s'est transformé en Vallis habitat après la fusion de Grand Avignon résidences (ndlr : l'ancien OPHLM de la ville d'Avignon puis de l'agglomération) en raison de la loi Alur 1, la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové promulguée en mars 2014, qui imposait un parc minimum de 15 000 logements. Vallis habitat est donc un office public d'habitat social. C'est un service public au service des vauclusiens, mis en œuvre par le département de Vaucluse. Il y en a 200 en France et chaque département en est doté. Mais aujourd'hui il y a une décision prise par le conseil départemental, par la présidente Dominique Santoni qui dit : on procède à la dissolution de Vallis habitat et son absorption par Grand Delta habitat (GDH). Mais pourquoi ? J'ai posé la question : 'pourquoi dissoudre un outil au service du département'. Pas de réponse. »

**« L'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »**

***Le Département évoque notamment la fragilité financière de Vallis habitat, particulièrement plombé par le mauvais état de son parc de logements ?***
« Le relevé individuel de situation fait par la fédération des HLM, qui évalue la santé financière de chaque office public, fait apparaître lors des 3 dernières expertises, que Vallis habitat est plutôt en bonne santé. Ce n'est pas florissant mais la structure est en bonne santé et économiquement viable. De surcroît, le personnel qui est aujourd'hui désarçonné par ce projet de fusion absorption a fait lui aussi réaliser, dans le cadre de son CSE (Comité social et économique), une expertise par un cabinet indépendant qui arrive à la même conclusion : l'office Vallis habitat n'est pas en danger sur les questions financières. »
« Par ailleurs, l'Ancols (Agence nationale de contrôle du logement social) a procédé à un contrôle de Vallis. Dans ce cadre, elle vient de rendre son rapport à la présidente Dominique Santoni à qui j'ai demandé de le rendre public. Si vraiment ces conclusions démontrent que cette structure n'est pas viable dans le temps parce que trop de charge, qu'il y a mauvais compte d'exploitation, et que donc il y a une catastrophe à venir. Et bien qu'elle le publie comme cela on aura la certitude de procéder à cette opération avec GDH. »
« Mais face à cela, je suis pour le service public quand on le fait bien fonctionner. Je le suis d'autant plus lorsqu'il s'agit de logement social, surtout lorsque cet outil est vauclusien. Il serait dommage de le sacrifier. Après on se bagarre tous sur des chiffres, mais le vrai souci c'est que c'est une volonté politique. »

***La 'fragilité' de Vallis habitat n'est-elle pas liée au fait que, à l'époque, on a associé deux structures (Mistral habitat et Grand Avignon résidences) qui avaient déjà du mal à assurer leur rôle d'outil d'aménagement. Que ce soit dans la production de logements ou dans la capacité de maintenir en état ou de réhabiliter le parc existant ?***
« C'est exact, mais la majorité départementale actuelle a eu 7 années pour remédier à cette situation. Mais maintenant, on essaye de me faire porter la responsabilité parce que j'étais là il y a 10 ans.»

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

**« Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. »**

***Ne paye-t-on pas également aujourd'hui 30 ans de difficultés et de clientélisme, à droite comme à gauche, qui ont amenuisé les marges de manœuvre de Vallis habitat ?***
« C'était aussi une responsabilité politique que de prendre les bonnes décisions. Il fallait peut-être prendre les bonnes personnes au poste de direction et d'encadrement. Depuis 7 ans, ce n'est quand même pas moi qui ai procédé aux recrutements. Quand on a la responsabilité d'une telle structure, on recrute des cadres du milieu. Il y a de bons salariés, quand il y a de bons cadres. »
« Mais pour avoir un bon niveau de direction, il faut aussi s'en donner les moyens. Je le répète, c'est que l'on n'a pas la volonté politique et que l'on ne prend pas les décisions pour recruter une équipe digne de ce nom. Parce que les personnels présents ne sont pas plus 'mauvais' que les autres dès lors qu'on les anime comme il faut et qu'on leur fixe des objectifs clairs. Ça fonctionne ailleurs, pourquoi cela ne marcherait pas dans le Vaucluse. »

***Mais n'est-il pas trop tard, notamment en raison des investissements majeurs à réaliser par Vallis habitat pour jouer pleinement son rôle ?***
« C'est vrai que d'un côté on constate qu'il y a une structure qui a du retard et qui construit trop lentement. Mais en face, on a quoi ? On a GDH dont le président Michel Gontard est un grand professionnel du logement social. Il est entreprenant, il est innovant, il construit beaucoup et plutôt de bonne qualité. Très bien. Mais GDH est aussi particulièrement endetté. Le capital apporté par Vallis ne va-t-il pas servir à remonter la structure financière de GDH. Je pose la question, mais personne ne me répond. N'empêche que c'est une réalité. »
« J'ai su par la fédération nationale des offices HLM que le capital de Vallis a été estimé à 800M€ environ. La présidente répond que ce n'est que 204M€ car effectivement elle enlève tout ce qui est comptabilisé en dette aux banques. En-tout-cas, le capital il est là et on va venir capitaliser GDH sans que le département n'en récupère un centime. Là on fait un cadeau à la recapitalisation. »
« Et au final, est-ce qu'on ne va pas faire comme il y a quelques années avec le rapprochement de Grand Avignon résidences. Est-ce que l'on ne va pas prendre le risque de plomber les deux ? Je continue à dire que Vallis habitat peut augmenter sa performance si on s'en donne les moyens. »

***Vous vous inquiétez également pour le montant des loyers ?***
« Bien sûr il y a un plafonnement du prix au m2 qui s'applique à tous les opérateurs du logement social et donc à Vallis habitat et GDH. Mais effectivement, la crainte des locataires c'est de voir désormais les loyers augmenter. On nous dit que c'est encadré tous les ans par l'indice à la construction mais ceci étant il peut y avoir aussi des dérogations au dépassement de cet indice. L'autre revers de la médaille, c'est que le patrimoine de Vallis est beaucoup plus ancien mais en même temps ce sont des loyers beaucoup plus bas car ce sont des logements anciens qui sont déjà amortis. »

***Vous rejetez donc l'urgence des arguments financiers ?***
« La présidente en parle depuis mai et le vote intervient le 7 octobre. Moins de 6 mois sur un dossier

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

aussi important, bien sûr que c'est trop rapide pour prendre une décision quasiment unique en France de privatisation déguisée d'un office (ndlr : ce sera la 2e privatisation d'un office HLM après celle réalisée dans le Jura). Car qu'on le veuille ou non, même si c'est une coopérative, GDH est un service privé du logement social, ce n'est plus un service public. »

**« Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? »**

***L'AMF (Association des maires de France) soulignait récemment la dégradation de la situation financière du logement sous la double pression des obligations de rénovations thermiques massives et de constructions nouvelles, qui impacte fortement la dette des bailleurs sociaux. Est-ce que ce rapprochement n'est pas un moindre mal car si ce n'est pas GDH, dont le siège est à Avignon et l'implantation fortement marquée en Vaucluse, cela risque d'être d'autres acteurs nationaux beaucoup plus éloignés du territoire. N'y a-t-il pas un risque à perdre la main ?***

« L'argent plus cher concerne tout le monde, mais surtout celui qui est le plus endetté. Et à ce jour Vallis habitat est nettement moins endetté que GDH. Mais effectivement ces incertitudes posent la question de savoir ce que vont devenir Vallis habitat et GDH. Vallis habitat a l'avantage d'être un service public dès lors que l'autorité politique veut le conserver, alors que GDH, qui est dans le secteur l'habitat privé, est très probablement dans la ligne de mire du 1% Logement (ndlr : Action logement). Tant que Michel Gontard sera là cela va aller, mais après que va-t-il se passer ? (ndlr : le président de GDH devrait être en poste pendant 4 ans encore). »

« Et même si madame Santoni dit qu'après la fusion le département aura une minorité de blocage avec 36% des voix au sein du conseil d'administration, croit-on vraiment que cela pèsera bien lourd face au 1% Logement qui arrivera avec des milliards sur la table. Le Département sera alors incapable de suivre financièrement. Pour moi, il y a plus de risques pour la coopérative que pour le service public de perdre la main. Tant que la collectivité dit 'je garde mon office', 'je le fais fonctionner', 'je mets l'argent qu'il faut éventuellement pour le recapitaliser'. Aujourd'hui personne ne peut acheter Vallis, et cela quelles que soient les sommes proposées si la volonté politique est de dire 'on ne vend pas'. »

***Il y a quand même un paradoxe à ce que ce soit l'outil public indépendant qui ne tienne pas son rôle d'aménageur en termes de volume de production alors que la coopérative connaît un fort développement et apparaît comme le bon élève du logement social dans le département ? Pour s'en convaincre il suffisait de voir la réaction des maires lors de la dernière assemblée générale de l'Association des maires de Vaucluse qui fustigeaient l'absence de résultats de Vallis et soulignaient la facilité de travailler avec GDH. Lors de l'annonce de la fusion on pouvait également remarquer la présence des maires vauclusiens directement concernés par les projets Anru qui sont vitaux pour le logement social en Vaucluse.***

« Le chantier Anru qui débute à Orange dans la cité de l'Aygues à Orange prouve bien que Vallis est capable de mener des projets de ce type-là. Il y a aussi des opérations sur la rocade à Avignon. On en

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

revient toujours à la même problématique. Si on a une bonne équipe, le programme on le démarre et on le mène à bien ensuite. Il n'est jamais trop tard pour bien faire et si l'on n'a pas été bon avant il faut le reconnaître. »
« Par ailleurs, il faut se rendre compte que les maires ne siégeront plus de droit dans le conseil d'administration de GDH, comme c'est le cas à Vallis. Alors bien sûr il peut y avoir des conseillers départementaux également maire, mais les maires en tant que tels, en tant qu'institution communale, il n'y en aura plus alors que leur place est primordiale dans ces structures où se décident les programmes de construction. Alors oui, certains maires disent 'c'est une bonne opération' mais d'autres disent qu'ils ne sauront plus ce qui se passe chez eux. Mais aujourd'hui il y a une direction politique au Département, avec une présidente qui me fait peur quand elle dit je suis une femme de droite assumée. Donc cela veut dire qu'elle applique la politique à laquelle elle croit et puis c'est tout. Avec les convictions que j'ai, si j'étais président, je ferais autre chose. »

***La solution idéale serait donc de rester sur un statu quo ?***
« Il faut procéder à une vraie professionnalisation de l'équipe d'encadrement comme déjà évoqué. Il faut aussi relancer le processus de construction en recapitalisant si nécessaire pour se donner les moyens. Il faut également fixer des objectifs clairs avec une présidence à la hauteur avec quelqu'un qui tienne la route. Pourquoi pas la présidente Santoni : elle a la volonté et la détermination. Moi je dis à la présidente : 'il faut y aller'  C'est une femme de conviction, de caractère, qui est à la tête d'une structure qui en vaut la peine et sa responsabilité n'est pas d'abandonner le service public. Au contraire c'est de le faire vivre. Sinon on peut privatiser le RSA, l'entretien des routes ou les collèges. Si c'est ça faire de la politique, il faut faire autre chose, il faut être chef d'entreprise. Etre président du département c'est avant tout, comme toutes les collectivités, assumer des responsabilités et parfois même des 'emmerdements'. Sinon on fait autre chose car il ne faut pas abandonner le service public du logement. »

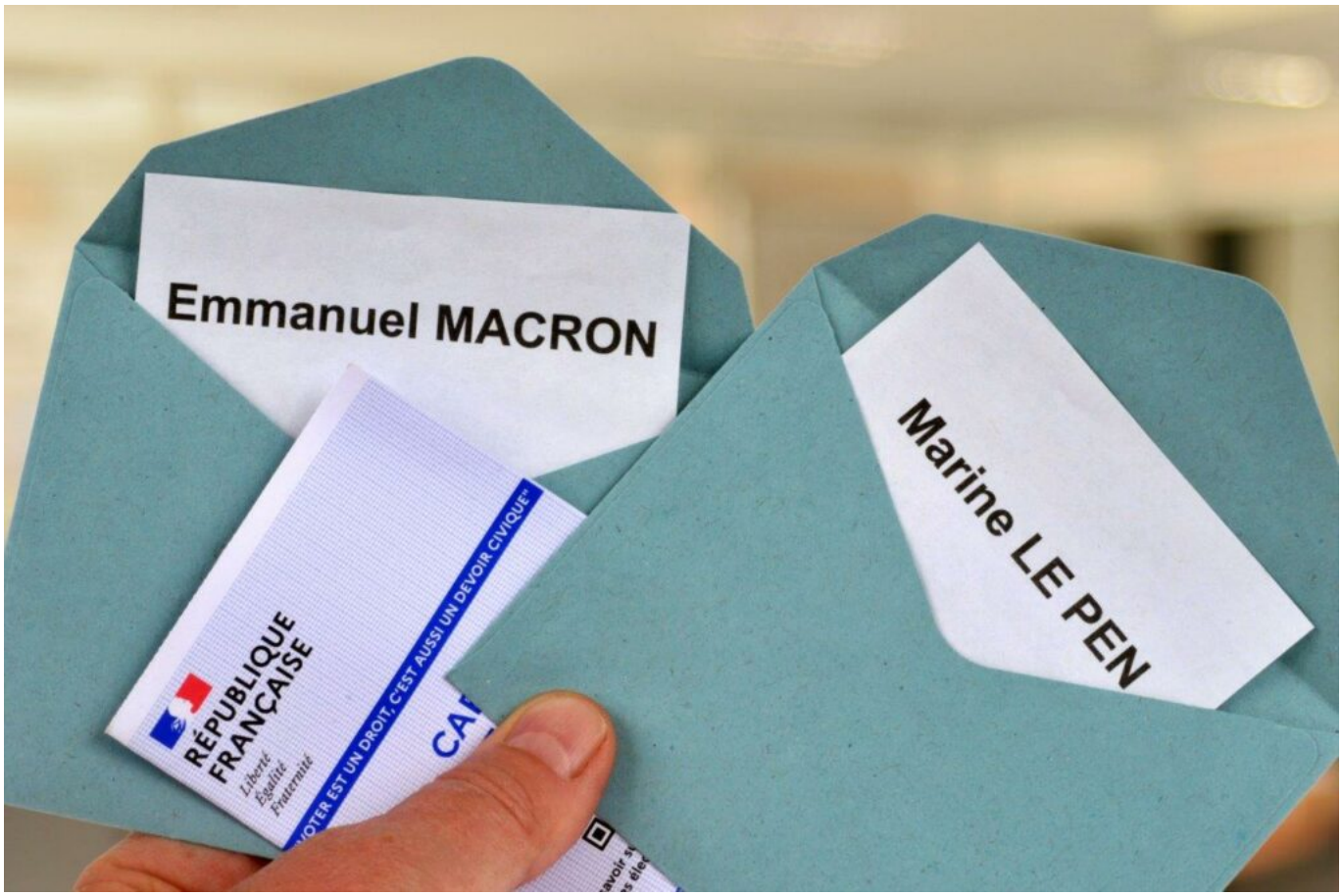
Propos recueillis par Laurent Garcia

---

# Présidentielles : les parlementaires vauclusiens choisissent leur camp

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025




**Après Cécile Helle, maire socialiste d'Avignon, qui a appelé à faire barrage à l'extrême droite, plusieurs parlementaires vauclusiens sont également montés au créneau à l'occasion du second tour de la présidentielle entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen afin de faire part de leur consignes de vote.**

Ainsi, dans un communiqué le sénateur Jean-Baptiste Blanc (LR-Les républicains) explique qu'il « entend l''exaspération des électeurs qui n'en peuvent plus qu'on leurs disent ce qu'ils ont à faire ».
Pour autant, l'élu, aussi conseiller départemental de Vaucluse, rappelle que même s'il s'est opposé « aux projets de lois du gouvernement d'Emmanuel Macron » il reste « porté par ses valeurs et ses convictions ». Au final, Jean-Baptiste Blanc, qui assure « qu'il ne cessera jamais de combattre l'extrémisme », précise qu'il « ne votera jamais pour le Rassemblement national » sans pour autant préciser s'il allait voter pour le Président de la République sortant.
« Mon vote ne sera pas un blanc-seing pour Emmanuel Macron, ni un quitus et encore moins un ralliement, Conclut-il. Dès le 24 avril, je retrouverai ma liberté, mes idées et ma seule priorité : le Vaucluse. »

Alain Milon, l'autre sénateur LR vauclusien, n'hésite pas à afficher plus clairement sa position en suivant la consigne de vote de Valérie Pécresse et en appelant à voter pour le Président de la République.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

Pour sa part, Julien Aubert, député LR de la 5e circonscription de Vaucluse, annonce clairement qu'il ne votera pas Emmanuel Macron. Il ne devrait toutefois pas apporter son suffrage à la présidente du RN puisqu'il réfléchit plutôt à voter blanc. Tout comme Jean-Claude Bouchet, député LR de la 2e circonscription.

Souad Zitouni, députée de la 1re circonscription, a reçu la ministre chargée de la Ville, Nadia Hai avec laquelle elle s'est rendue dans les quartiers avignonnais de Saint-Chamand et de la Reine Jeanne pour échanger avec les habitants.

A l'inverse, bien que déçu par le score de sa candidate Anne Hidalgo, Lucien Stanzione, sénateur PS du Vaucluse, est sur la même longueur d'onde que la maire d'Avignon et appelle aussi à voter pour Emmanuel Macron.
Par ailleurs, les deux députés LREM (La République en marche) vauclusiens appellent forcément à voter pour leur candidat. Adrien Morenas, député de la 3e circonscription, annonce déjà qu'il sera présent au meeting d'Emmanuel Macron au Pharo à Marseille samedi prochain.
De son côté, Souad Zitouni, députée de la 1re circonscription, a sorti le grand jeu en recevant la ministre chargée de la Ville, Nadia Hai avec laquelle elle s'est rendue dans les quartiers avignonnais de Saint-Chamand et de la Reine Jeanne pour échanger avec les habitants.
« Ce fût un moment chaleureux, où nous avons pu entendre les difficultés encore rencontrées par les habitants des quartiers ; mais aussi un moment de pédagogie où nous avons pu expliquer le rôle et l'ambition de l'État en matière de rénovation urbaine » explique l'élue qui appelle également « à la

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

mobilisation générale pour Emmanuel Macron face à l'imposture de l'extrême droite, au repli et l'exclusion, contraires aux valeurs républicaines. »

---

# Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse 'Le territoire n'attend pas'

**Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse continue à se battre sur tous les fronts. Au programme ? Un décryptage de la Loi 3DS aux élus et techniciens des communes de Vaucluse ; La déshumanisation des gares de Vaucluse et toujours la défense de l'huile essentielle de lavande et de lavandin face à la règlementation européenne Reach.**

**La loi 3DS**
Dernièrement, Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse a réuni 30 élus locaux et techniciens vauclusiens sur le texte de la Loi 3DS (Loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, à la décentralisation et la déconcentration ainsi que sur la simplification de l'action publique locale). Objectif ? Présenter et décrypter la Loi tout en recueillant leurs questionnements et propositions. Le sénateur était accompagné, dans cette démarche, par maître Bluteau du Barreau de Paris.

**Ils y ont participé**
Les élus des communes d'Avignon, d'Ansouis, de Caromb, de Caseneuve, d'Entraigues-sur-la-Sorgue, de Faucon, de Jonquières, de l'Isle-sur-la-Sorgue, de Lauris, de Piolenc, de Sablet, de Saint-Cécile-les-Vignes, de Sault, de Savoillans, de Sivergues ainsi que des représentants d'EPCI (Établissement public de coopération intercommunale) et du Conseil départemental ont assisté à cette réunion en présentiel et en webinaire.

Lucien Stanzione a décrypté pour les élus et techniciens vauclusiens la Loi 3DS
(Loi du 21 février 2022 relative à la différenciation,
à la décentralisation et la déconcentration ainsi que sur la simplification de l'action publique locale

**Contre la déshumanisation des gares en zones rurales**
Lucien Stanzione ne décolère pas. Il ne comprend pas que les guichets humains soient éradiqués des gares de Carpentras, Sorgues et Bollène, discrètement remplacés par des automates. En tout, 13 emplois de chargés de vente, de chef de service et d'agent de réserve auront été supprimés début mars. Un mode opératoire qui pourrait bien entamer les forces vives de la gare TGV d'Avignon et de Cavaillon. Également le sénateur s'indigne que la gare du Thor ne soit pas accessible aux personnes à mobilité

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

réduite et demande que des dispositifs soient mis en place pour le permettre. L'homme politique ne peut se résoudre à ce que l'humain disparaisse dans les services publics ruraux et n'ose pas penser à la peu qualitative image de marque que cela induit pour la SNCF mais aussi la Ville auprès des habitants et également des touristes.

Les gares de Carpentras, Sorgues et Bollène accueillent désormais des automates en lieu et place des guichets humains

**Pour la défense des huiles essentielles de la lavande et du lavandin**
Lucien Stanzione, et Marie-Pierre Monier, son homologue Drômoise ont à nouveau écrit à Julien de Normandie, ministre de l'Agriculture et de l'économie réaffirmant leur soutien à la filière des huiles essentielles de lavande et de lavandin en passe d'être affiliés, par le programme européen Reach (Enregistrement, évaluation et autorisation des produits chimiques) aux 'produits chimiques dangereux'.

**Sortir de l'ornière**
Pour sortir de l'ornière, les sénateurs expliquent : « si les huiles essentielles ont été initialement classées comme produits chimiques dans le traité de Rome, leur production est aujourd'hui reconnue comme exclusivement naturelle ainsi que le précise la définition de la norme ISO relative aux huiles essentielles. Aussi, elles relèveraient aujourd'hui de la définition des produits agricoles figurant à l'article 38 du Traité de Rome et réaffirmée par le traité de Lisbonne : « Par productions agricoles, on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêcherie, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits ».

Cueillette de la lavande DR

**Protéger**
Pour les sénateurs de Vaucluse et de la Drôme : « La sauvegarde de ce patrimoine de 30 000 hectares sur trois départements : Vaucluse, Drôme et Alpes-de-Haute-Provence, dont les pratiques de culture sont entrées, depuis 2018, à l'inventaire du patrimoine culturel immatériel national revêt un enjeu majeur pour les territoires de Vaucluse. Si la culture de la lavande et du lavandin disparaissaient l'économie, les paysages, les couleurs et les fragrances de la Provence seraient irrémédiablement bouleversés.»

**Le problème ?**
Le problème ? Reach associe l'huile de lavande à un produit chimique, particulièrement le Linalol, potentiellement réputé allergène. La Communauté Européenne, en classant l'huile essentielle de lavande dans les produits chimiques, porterait un coup fatal à sa culture, à sa production ainsi qu'à sa vente, alors qu'en France et en 2021, 140 tonnes ont été produites.

**Le risque à court terme ?**
Le risque à court terme ? Que les acheteurs de matières premières des multinationales et des grands parfumeurs revoient rapidement leurs formulations, s'inquiète Lucien Stanzione, évinçant durablement les huiles essentielles extraites des PPAM (principales plantes à parfum, aromatiques et médicinales) produites, en France, par plus de 6 527 exploitations agricoles sur plus de 67 513 hectares dont 33 094

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

pour la lavande et le lavandin. Pour mémoire, la lavande, le lavandin, la sauge sclarée, la rose, la violette, le jasmin et les fleurs de Bigaradier sont les plus présentes en Provence-Alpes-Côte d'Azur et Drôme.

**Soutien à Olivier Dubois le journaliste otage au Mali**
Enfin, le sénateur se mobilise pour la libération d'Oliver Dubois, otage au Mali depuis plus de 10 mois qui a été enlevé à Gao, après avoir voulu interroger un chef intermédiaire du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), affilié à Al-Qaïda. « Père de deux enfants, il a étudié à Avignon et sa famille, restée sans nouvelle de l'enquête antiterroriste ou des services de l'Etat, est très inquiète. Je le suis également compte-tenu du désengagement militaire progressif de la France dans cette région. Le 10 février, dans un courrier au Ministre de l'Europe et des affaires Étrangères, j'ai rappelé mon attachement à la lutte contre le terrorisme et à la liberté de la presse. Je lui ai demandé de bien vouloir me tenir informé des suites réservées aux demandes d'entretien de sa famille. » Le sénateur avait participé à la manifestation de soutien qui s'était déroulée le 20 janvier dernier devant l'hôtel de ville de la mairie d'Avignon.

«

---

# Changement climatique, Lucien Stanzione soutient les agriculteurs

Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse, a réuni des représentants des professionnels de l'agriculture, syndicats, filières, confréries, élus et assureurs concernés par la réforme des outils de gestion des risques climatiques en agriculture. Objectif ? Ecouter et collecter les informations nécessaires à porter leur voix lors du travail parlementaire.

**En lien avec les élus de la filière agraire**
L'élu socialiste reste également très en lien avec Georgia Lambertin, la présidente de la Chambre d'agriculture de Vaucluse et le président de la Chambre régionale, André Bernard, également sur la question de l'irrigation. Il a également initié une démarche coordonnée avec les sénateurs de la Drôme et des Hautes-Alpes à propose de la nouvelle réglementation européenne Reach (Registration, Evaluation and Authorisation of CHemicals), notamment pour défendre l'huile essentielle de lavande.

De gauche à droite Robert Delaye (élu Chambre d'agriculture de Vaucluse et MSA), Pascal Invernon (conseiller entreprise, chambre agriculture Vaucluse) Christian Borde, Président du syndicat des PPAM de Vaucluse, Lucien Stanzione sénateur de Vaucluse, Représente Monsieur Dominique

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

Begnis, Président de la confrérie de la Fraise de Carpentras, André BernardPrésident de la Chambre régionale PACA d'Agriculture, Jérémie Onde, Viticulteur-Domaine les Ondines à Sarrians, Philippe Vignal, responsable des marchés agricoles chez Groupama Vaucluse, représente Christophe Charransol Président de la Fédération Groupama Vaucluse, M. Landrin, agriculteur à Althen des Paluds

**Les travaux parlementaires débutent demain**
Le débat parlementaire sur la gestion des risques climatiques en agriculture devrait se tenir demain, mardi 8 février.

**Dans le détail**
Les producteurs d'huile essentielle ne sont pas opposés à l'évaluation des huiles essentielles, «mais avec des méthodes adaptées au naturel, qui tiennent compte du naturel et du vivant, et avec des moyens compatibles avec leur activité,» expliquent des membres de l'association des producteurs de l'appellation d'origine protégée huile essentielle de lavande de Haute-Provence. Leur demande ? La création d'un statut spécifique pour les plantes, leurs extraits, et leurs usages. «Ces biens sont ancestraux, nous n'avons pas le droit de laisser disparaître ces savoirs, ces productions, ni de les privatiser ; c'est un patrimoine collectif, universel.»

DR L'irrigation, enjeux essentiel de la filière agricole

---

# Vaucluse, le sénateur Lucien Stanzione dénonce la fermeture des classes et la disparition des services publics

**Lucien Stanzione, sénateur socialiste, écologiste et Républicain de Vaucluse a interpellé Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la fonction publiques sur la fermeture des classes et la disparition des Services publics en Vaucluse. C'était lors de la séance du 17 novembre, dans l'hémicycle.**

**Le sénateur Lucien Stanzion**e

« Fermeture de classes ! Fermeture de bureaux de poste ! de trésoreries ! ou d'établissements de santé comme celui de Roquefraîche dans le Vaucluse… votre Gouvernement opère une véritable casse du service public. Alors que vous vous étiez engagé à ne fermer aucune classe et aucune école rurale sans

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

l'accord du Maire, à la rentrée de septembre, la trajectoire observée est bien différente. »

**Le subtil effacement de La Poste**
«La réduction des horaires d'accueil voire la fermeture des bureaux de poste comme à Robion sont les signes de l'absence totale de considération des usagers. La fermeture des trésoreries publiques, comme à Langon, Paimpol ou encore Vaison-la-Romaine, et la suppression des 5 700 lits d'hôpitaux, en pleine pandémie, en sont les exemples.»

**Que deviennent les aînés face à la dématérialisation ?**
«Face à toutes ces disparitions, la seule réponse que vous apportez est la dématérialisation et la création de quelques maisons 'France Services', en sollicitant financièrement les collectivités locales. Cette conception d'une société tournée uniquement vers les hyper-connectés et la concentration des services, sans considération de nos aînés par exemple, n'est pas la nôtre. Expliquez-nous comment vous allez faire, Madame la Ministre, pour répondre
concrètement aux besoins quotidiens des usagers ?»

Amélie de Montchalin, Ministre de la transformation et de la fonction publiques

**Réponse d'Amélie de Montchalin**
«Depuis 2017, de manière constante, ce gouvernement – il le fera encore en 2021, et encore en 2022 – remet des agents publics sur le terrain, que ce soient des policiers, des greffiers ou des enseignants. Il n'y a jamais eu autant d'enseignants dans le premier degré qu'en 2022 ! Nous rouvrons des postes d'agents dans les préfectures et les sous-préfectures, alors qu'entre 2010 et 2017, sous l'effet de la révision générale des politiques publiques (RGPP), puis de l'action d'un gouvernement de gauche, on a constaté une diminution de 35 % du nombre d'agents dans l'État territorial. »

**Des postes supplémentaires**
« Entre 2021 et 2022, 5 000 postes supplémentaires seront pourvus dans les départements, notamment celui de Carpentras, dans les préfectures, dans les sous-préfectures, dans les communes de tout le pays, et dans tous les endroits où les Français voient des agents de proximité.»

**23 espaces France services en Vaucluse**
«La politique en faveur des services publics est partenariale de sorte que nous l'assumons aussi avec Jacqueline Gourault et avec les élus, afin de développer des espaces France Services qui sont loin d'être des gadgets. Dans le Vaucluse, on en compte déjà vingt et il y en aura bientôt vingt-trois, soit un par canton, situé à moins de vingt minutes de chaque habitant, qu'il soit âgé ou jeune, pour l'aider à s'orienter dans toutes ses démarches.»

**Un programme abondé, en 2022, de 35M€**
«Le programme France Services donne des résultats et c'est un succès partenarial. Nous ne sommes pas de ceux qui considèrent que ce que fait l'État est forcément bien et ce que font les élus inévitablement moins bien. Nous estimons au contraire que nous réussissons ensemble. Ce programme, que nous mettons en œuvre avec Jacqueline Gourault et que le budget pour 2022 vient abonder de plus de 35M€,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

permet à chaque Français d'avoir près de chez lui un soutien. Enfin, je ne suis pas non plus de ceux qui pensent que le numérique est forcément une difficulté. Les Français veulent tout à la fois du numérique et de la proximité. Or nous faisons du très bon numérique… »

**Réplique de Lucien Stanzione**
«Madame la Ministre, Le service public est l'amortisseur de la crise. Il est l'engagement de la Nation au profit de ses concitoyens, c'est aussi l'égalité sociale. Ce sont les publics les plus fragiles qui subissent la disparition des services de proximité. Le service public contribue à rapprocher les Français avec les institutions et donc avec la démocratie. Dans le cadre du plan de relance et de reprise, où il y a plein de milliards d'euros, votre priorité, Madame la Ministre, doit être le maintien et la création des services publics de proximité pour nos concitoyens.»
MH

---

# Gel d'avril, Le sénateur Lucien Stanzione soutient les agriculteurs du Haut Vaucluse

**Le premier bilan des vendanges et des récoltes 2021 vient de tomber. La récolte en viticulture accuse une baisse de 50% à 80% ; 96% pour les pêches et 60% pour les pommes de terre. Résultat ? Les récoltes atteindraient à peine 20% de rendement en Haut Vaucluse.**

Comment Lucien Stanzione a-t-il obtenu ces chiffres ? En se rendant sur place, à Sarrians, à la rencontre des agriculteurs. C'est ainsi qu'il a rencontré Marie Aymard du Domaine du Chant des loups à Vacqueyras ; Jérémy Onde du domaine Les Ondines à Sarrians et Chloé Dhallenne arboricultrice et maraîchère pour Lou jardin d'Yvette à Vacqueras.

## Sur le terrain

Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse, avait rencontré les viticulteurs, les arboriculteurs et les maraîchers à Sarrians tout de suite après que soit intervenu, en avril dernier, un surprenant épisode de gel brûlant les végétaux de parcelles entières.

## Des agriculteurs aux abois

Las, les agriculteurs du Haut Vaucluse, comme ils l'avaient craint, observent une perte très importante de production de leurs récoltes allant de 50 à 96% selon la nature des végétaux. Le sénateur a donc une nouvelle fois alerté les pouvoirs publics pour demander une aide exceptionnelle, sur plusieurs années,

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

dévolue à soutenir la viabilité des exploitations agricoles obligées de replanter leurs végétaux et immobilisées par de futurs rendements minorés par les jeunes plants. Lucien Stanzione promet de suivre l'évolution de la situation auprès des professionnels qu'il s'est engagé à revoir en janvier prochain et à porter leur voix auprès du Ministère de l'agriculture.

Rencontre avec les agriculteurs à Sarrians

---

# Lavande, allocation adulte handicapé, Action sociale du Département, Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse monte au créneau

**Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse est dernièrement intervenu sur trois sujets majeurs : la protection de la filière de la lavande, la sanctuarisation de l'allocation d'adulte handicapé –AAH- et l'orientation sociale du budget du Conseil départemental de Vaucluse.**

**La lavande**

Lucien Stanzione vient d'écrire à Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation à propos de la règlementation européenne Reach qui pourrait classifier l'huile essentielle de lavande et de lavandin dans la catégorie des produits chimiques et toxiques ce qui mettrait en péril toute une filière.

**Que dira le gouvernement ?**

«Elus, producteurs et transformateurs de lavande et lavandin m'interpellent sur le projet de révision de la règlementation Reach sur les huiles essentielles, déclare Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse. D'ici 2025, l'huile essentielle de Lavande et de Lavandin pourrait être classée, dans le cadre du Pacte vert, pour l'Europe, dans la catégorie des produits chimiques et toxiques, ne permettant plus de l'exploiter. Cette filière représente plus de 10 000 hectares en productions, près de 1 000 agriculteurs et de nombreuses entreprises de transformation agroalimentaires, cosmétiques, parfumerie et pharmacie. Ainsi, la directive aura un impact sur l'emploi, les ressources environnementales, énergétiques et la gestion des déchets, mais aussi sur l'espace. Elle ne permettra plus de maintenir des espaces agricoles nécessaires à la biodiversité ainsi que l'image identitaire du territoire (paysage), surtout de maintenir de l'activité dans les zones les plus rurales (Enjeu d'aménagement du territoire) en garantissant des nouveaux débouchés.»

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

**Touche pas à mon AAH**

Lucien Stanzione s'émeut également que l'on puisse minorer l'allocation d'adulte handicapé (AAH), notamment lorsqu'un bénéficiaire s'installe en concubinage et voit son montant recalculé en fonction des ressources du conjoint. Or, dans l'esprit, L'AAH n'est ni un salaire, ni un droit au chômage, mais une allocation de la Nation pour aider à compenser le handicap. L'élu et son groupe proposeront au Sénat que soit définitivement votée l'individualisation de l'allocation adulte handicapé.

**Quel budget 2022 au Département ?**

Alors que Dominique Santoni fait état de la feuille de route du Conseil départemental de Vaucluse évoquant 'donner la priorité absolue à l'investissement, au routes, aux bâtiments et au Très haut débit' Lucien Stanzione, s'émeut du manque de prospective budgétaire et s'alarme de l'action sociale en faveur des plus démunis. Il questionne la présidente du Département sur : «la politique sociale que mènera le département en faveur des plus pauvres ? Également, concernant le logement social, les personnes âgées et handicapées : quels moyens seront engagés pour quels résultats ? Et surtout quel sera le budget 2022 ? »

---

# Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse, s'ouvre sur les festivals d'Avignon, le vaccin anti-Covid et le Département

**Lucien Stanzione promeut le vaccin anti-covid pour tous à partir de 12 ans, ne veut pas du pass-sanitaire et défend l'accès aux terrasses, milite pour la mise en place d'une allocation pour les 18-25 ans les plus modestes, prévoit des difficultés, au Département, lors du vote du budget en mars 2022 et donne son sentiment sur les festivals in et off d'Avignon.**

**La situation sanitaire se dégrade**

«La situation sanitaire est délicate pour ne pas dire grave. L'effet du virus est de plus en plus important et le taux d'incidence en Vaucluse a triplé la semaine dernière. Nous arrivons à un taux comparable à la 2e vague ce qui évoque un virus –le Delta- plus actif que le précédent avec une contamination des jeunes de 20 à 40 ans plus concernés que précédemment.»

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

### La vaccination pour tous !

«Si je comprends le besoin de liberté après presque deux ans de confinement, reconfinement, et couvre-feu, notre groupe au Sénat a expliqué que le Pass sanitaire n'était peut-être pas la solution dans sa rigueur tel qu'il est présenté mais plutôt la vaccination pour tous, y compris pour les plus jeunes, dès 16 ans, à partir du moment où l'enfant et l'un des deux parents donne son accord. Cela a été voté et adopté le 25 juillet dernier.»

### Dans l'intérêt du plus grand nombre

«Nous avons également demandé et obtenu la suppression du licenciement du salarié récalcitrant à la vaccination car cela nous semblait disproportionné. Ma position ? Le Gouvernement n'avait pas à aller jusqu'au licenciement puisque que ce soit dans la Fonction publique pour les hospitaliers ou dans le secteur privé pour le milieu Associatif, sanitaire et social il y avait déjà des sanctions de prévues aux codes du Travail et de la Fonction publique pour les personnes qui n'auraient pas été en conformité avec la loi. Pourquoi ? Parce qu'un emploi aujourd'hui est essentiel dans la vie ! Le vaccin aussi ? Oui c'est pour cela que la pédagogie est la meilleure façon de convaincre les français, dans l'intérêt de tous. Nous avons proposé la vaccination pour tous à partir de 12 ans, mais la majorité sénatoriale de droite a refusé. On vaccine bien avec les 11 vaccins les enfants de 2 ans ! Évidemment certaines personnes font des réactions, des allergies mais cela se compte à la marge…»»

### Aller au-devant des plus modestes

«La nécessité de vacciner réclame plus de pédagogie, d'explications, d'accompagner et surtout d'aller vers les gens qui en ont le plus besoin, d'expliquer les enjeux aux personnes les plus modestes et qui résident, parfois, à Monclar, la Rocade ou à Sorgues aux Griffons.  Ils sont pourtant ceux qui ont le plus de difficulté à accéder à l'information mais aussi aux soins. Ils sont aussi ceux qui se soignent le moins. Je le sais parce que je suis un ancien dirigeant du logement social.»

### Les terrasses

«Je ne comprends pas non plus ce qui différencie les terrasses des galeries de marchandes où les gens sont les uns sur les autres alors pourquoi demander un Pass sanitaire pour s'installer en terrasse ? Les professionnels ne comprennent pas ces distinctions. Ce manque de lisibilité est anxiogène et c'est ainsi que la manifestation anti-pass-sanitaire a réuni, sur Paris, plus de 200 000 personnes – 3 000 à Avignon pour la deuxième fois-. Cela rassemble de façon hétéroclite toutes sortes d'oppositions : Gilets jaunes, anti-pass sanitaire et reflète aussi le malaise actuel.»

### Parlons politique, le Département !

«Quand on dit que le Département est pauvre, il n'est pas pauvre uniquement en chiffres ! Il est pauvre humainement, je veux dire au niveau de la souffrance des vauclusiens ! La question d'un dispositif équivalent au RSA (Revenu de solidarité active) pour les jeunes de 18 à 25 ans est prégnante ! Quelle

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

politique du logement social madame Dominique Santoni (Présidente du Conseil départemental de Vaucluse) mènera –t-elle ? Nous sommes très attachés au monde associatif qui travaille au plus près du terrain avec les vauclusiens que ce soit la sphère loisir, sociale ou économique, quelle sera la politique de soutien de ces initiatives ?»

**Complications**

«Le futur ? Je crains qu'il ne s'avère compliqué puisque Dominique Santoni va appliquer –légalement- le code des collectivités locales, notamment sur la représentation des commissions… On avait cru comprendre que la gauche était aussi forte que la droite et aurait pu être associée différemment. Ça ne sera pas le cas puisque la présidente applique la proportionnalité mais il faudra alors considérer, en mars prochain, les discussions sur le budget qui pourront s'avérer compliquées car Dominique Santoni n'a pas de majorité.»

**Les Festivals**

«Les milieux de la culture ont joué le jeu, dès le départ. Ça a été plus compliqué pour le festival off et les théâtres indépendants puisque le festival In est subventionné. Il s'est donc posé la question du seuil de rentabilité, de se produire à une jauge de 65%. Le coup de grâce a été porté le 21 juillet avec l'annonce du Pass-sanitaire. On ne comprend pas pourquoi à 8 jours du terme du festival on n'a pas continué, tout simplement, à appliquer la jauge de 65% et alors que la maladie ne galopait pas encore ? De fait, un certain nombre de compagnies ont dû stopper net car elles ne pouvaient pas travailler sous la contrainte du Pass-sanitaire.»

**Festival d'Avignon, problème de visibilité du In et du Off**

«Également les spectateurs qui ne sont pas d'ici ne font pas la différence entre les dates du in -qui a eu lieu du 5 au 25 juillet et le off du 7 au 31 juillet- etconfondent festival -in et off- et dates. Tous ces effets se sont agrégés en éléments néfastes au festival off d'Avignon. Le 14 juillet j'ai invité une douzaine de sénateurs socialistes à venir découvrir le festival d'Avignon avec 'La Ceriseraie' de Tchekhov et, pour le Off, Tango Neruda de Serge Barbuscia, au Théâtre du Balcon. Je me suis, alors, rendu compte que le festival était différent des autres années avec moitié moins de fréquentation. Ça se voyait dans les rues, particulièrement la rue des teinturiers, la place de l'Horloge et dans les théâtres.»

---

# Le sénateur Lucien Stanzione, non pour le

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 13 juillet 2025

# pass, oui pour le vaccin

**Le sénateur vauclusien, Lucien Stanzione (PS), a voté contre le pass sanitaire il y a quelques jours à l'Assemblée nationale. Les sénateurs du groupe 'Socialiste, Ecologiste et Républicain' refusent une politique sanitaire excluante.**

La famille politique, qui réaffirme son rejet et sa position, a ainsi voté contre le projet de loi 'Gestion de la crise sanitaire'. « Plutôt qu'un pass sanitaire inapplicable, la vaccination obligatoire est la solution la plus claire et efficace pour sortir de l'épidémie. La 4e vague est bel et bien là. Pour l'enrayer et atteindre l'immunité collective, les Français ont besoin d'un cap clair. » Le groupe a ainsi décidé de saisir le Conseil constitutionnel et propose une mesure, la vaccination obligatoire pour tous les Français, quel que soit leur environnement professionnel. Par ailleurs, le sénateur est d'avis de permettre la vaccination aux moins de 16 ans qui le souhaitent, sans accord parental.

« Avec le pass sanitaire, le Gouvernement et la majorité sénatoriale de droite ont choisi la voie de la contrainte avec une sanction sans règles claires, la voie des restrictions de nos libertés, la voie du contrôle, avec une surveillance généralisée opposant les Français vaccinés aux non-vaccinés. » Le groupe s'est donc attaché à limiter les dérives du pass sanitaire ainsi proposé par le Gouvernement et attend le verdict du Conseil constitutionnel. Une décision très attendue, tant par le gouvernement que par l'opposition. Verdict le 5 août.

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839
Pour toujours en savoir plus, lisez **www.echodumardi.com**, le seul média économique 100% Vaucluse habilité à publier les annonces légales, les appels d'offres et les ventes aux enchères !